

Sur la piste des enfants migrants disparus



Quatre titres de presse membre de l'Alliance européenne des journaux leaders (Lena) se sont associés pour enquêter sur le sort des mineurs non accompagnés en Europe. A chaque média,

un pays. « El Pais » s'est intéressé à l'Allemagne, « La Repubblica » à la Belgique, « Die Welt » à la Grèce et « Le Soir » s'est rendu en Italie, désormais principal point d'entrée des enfants.

Ces reportages ont été rendus possibles grâce au soutien de la fondation Roi Baudouin qui finance plusieurs initiatives à destination des mineurs non accompagnés.

Plus de 20.000 mineurs non accompagnés sont arrivés sur les côtes italiennes depuis le début de l'année. Des milliers ont complètement disparu des radars. Reportage.

Depuis quelques jours, Alpha va à l'école du soir pour apprendre l'italien. Ça ne remplit pas une journée mais c'est un début. Le reste du temps : dormir, manger, TV, ennui, ennui, ennui. « *Quand on peut sortir, on va dehors et on regarde la circulation. Il n'y a pas grand-chose à faire en fait.* » Mais après les travaux forcés et la prison en Libye, ça va.

Le Guinéen de 17 ans vit avec 24 autres garçons dans un centre de premier accueil aménagé il y a deux mois dans d'anciens bureaux de la police à Catane, en Sicile. Avec 20.160 mineurs non accompagnés (Mena) inscrits depuis le début de l'année, selon Save the children, les centres « d'urgence » créés parallèlement au système normal d'accueil sont devenus la norme dans le sud du pays.

Faiblement dotées (l'État verse 45 euros par enfant et par jour, contre 60 à 80 en Belgique) et peu organisées, les structures sont très dépendantes de soutiens extérieurs (bénévoles, fondations...) pour assurer des services adaptés et complets aux mineurs : suivi psychologique, activités éducatives et culturelles... avec un effet loterie pour les jeunes. Globalement, le sud du pays, plus pauvre, est largement défavorisé : non seulement les municipalités n'ont pas les mêmes moyens que dans le nord mais en plus, elles portent le gros du poids de l'accueil. La seule Sicile accueille ainsi plus de 40 % des Mena. Après trois ans d'allers-

retours, une loi-cadre qui rationalisera le système doit être votée au Parlement ce mercredi. Une façon d'acter politiquement les flux massifs de mineurs comme la norme et non l'exception et d'assurer plus de protection et un meilleur suivi des jeunes. Les choses bougent. Lentement.

« *On m'avait dit que quand on arriverait ici, ce serait simple, se rappelle Ibrahim, 16 ans. Qu'on pourrait faire ce qu'on veut, étudiant, qu'on irait à l'école.* » Le garçon digère encore la déception. La lenteur des procédures n'aide pas : pour un rapprochement familial ? Des mois, souvent plus d'un an d'attente. Et quand on veut travailler, vite, pour rembourser un passeur ou soutenir sa famille, comme c'est le cas de la plupart, l'attente est incompréhensible.

Alors on prend la tangente, quitte à risquer la clandestinité.

Les stratégies diffèrent selon les nationalités. « *Erythréens et Somaliens restent rarement plus de quelques jours, remarque un éducateur. Il s'agit de migrations anciennes très organisées. Les enfants savent déjà en arrivant où ils vont trouver la personne relais pour la suite du voyage. Les Egyptiens... ça dépend.* »

« Je me suis échappé de l'hôpital »

Devant le ballet des bus de la gare de Catane, en Sicile, un petit groupe d'Erythréens tue le temps autour d'un banc. Par terre, en tailleur, c'est un pâle garçon de 17 ans qui mène la conversation.

Biniam est arrivé il y a seulement quelques jours et vient de s'échapper de l'hôpital où on l'avait envoyé. Le bracelet en papier avec son nom et son groupe sanguin pend encore à son maigre poignet. « *Vous savez où je peux trouver un manteau ? On va dormir sur l'herbe quelque part ce soir, mais il fait froid la nuit.* »

Il a un frère aux Pays-Bas – ou un oncle, ce n'est pas très clair. A Rome, un « ami » va l'aider. Il insiste : il doit aller à Rome. Au plus vite. Mais d'abord, il a besoin d'une veste pour la nuit. Il attend « les gens d'Oxfam » pour avoir un des sacs à dos qu'ils distribuent aux migrants. « *Ils auront sûrement une veste pour moi.* »

Les « gens d'Oxfam », Andrea et Chiara, discutent un peu plus loin, visiblement préoccupés. La situation de Biniam et d'un autre ado qui l'accompagne, Habtcom, leur pose un dilemme : les sacs qui contiennent un kit d'arrivée (serviette, savon, chaussettes, brosses à dents, plan de la ville... mais pas de veste) sont exclusivement destinés aux adultes. « *Il est important qu'on ne se substitue pas au rôle des centres d'accueil.* », explique Andrea. Sauf que les deux garçons malingres, s'ils disent vrai, n'ont pas de centre. Juste cette idée de suivre le groupe d'adultes érythréens vers le parc où ils dorment.

Avec la nuit tombante, la décision s'impose : OK pour les sacs, à condition que Biniam et Habtcom rejoignent pour la nuit le centre d'hébergement d'urgence situé à

quelques rues. Les ados opinent du chef, répètent l'adresse, bons élèves, avant de filer en direction de la soupe populaire.

« *Beaucoup de mineurs non accompagnés zonent ici pendant la journée, explique Andrea en observant les deux silhouettes s'éloigner. C'est là qu'ils pourront prendre le bus pour le nord quand ils auront récupéré l'argent pour. On leur explique toujours qu'il y a des solutions légales pour rejoindre leurs proches dans un autre pays, qu'on s'occupera mieux d'eux dans les centres d'accueil. Il n'y a à peu près aucun moyen de suivi, mais il ne faut pas se leurrer : la plupart disparaîtront dans la nature.* »

A Rome, les enfants dans la rue

Jouer la carte du système, Yonas a essayé. Un peu. L'Erythréen de 17 ans cherche à rejoindre son frère qui vit depuis maintenant deux mois en Finlande. Un mois a passé, puis un second. Entre-temps, le garçon n'a pas vu un début de dossier, n'a pas rencontré de traducteur. Deux mois, enfermé dans sa langue, à ne rien faire.

« *Il y a une urgence chez tous ces jeunes : il faut aller vite, être le premier. L'idée que chaque jour perdu est une chance en moins de passer la prochaine étape, raconte Valentina Aquilino, coordinatrice de Civico Zero une association venant en aide aux Mena en transit à Rome. Et ils ne font pas confiance au système. Il ne faut sous-estimer leur connaissance de ce qu'il se passe : la lenteur des procédures, l'hostilité des gouvernements euro-*

péens à leur égard, les contrôles aux frontières accrus, le Brexit... »

Alors sans ticket, il a pris un train pour Milan, où il savait trouver un relais. La police l'a pris. Il a eu peur, mais on l'a juste chassé du train. Le suivant, c'était Rome. Va pour Rome.

Et le risque de la rue.

Contrairement à d'autres grandes villes du nord, la capitale italienne refuse de mettre en place un système d'accueil pour les migrants en transit qui n'ont donc pas l'intention de demander l'asile. Depuis un peu plus d'un an, une association citoyenne compense tant bien que mal en distribuant des repas chauds, des couvertures, en offrant un semblant de toit près de la gare de Tiburtina où se rassemblent les migrants. Mais d'abord expulsés de leurs locaux puis de la ruelle où une installation de fortune poursuivait l'effort, les bénévoles jouent à présent chaque soir au chat et à la souris avec la police qui vient disperser tout rassemblement.

Aux alentours de la gare, des dizaines de petits groupes de deux, trois migrants errent chargés de

sacs contenant leurs maigres possessions. Pour moitié des mineurs ou de très jeunes adultes, certains à

peine pubères. Deux jours plus tôt, ils ont pu dormir dans le jardin de la basilique, puis sur les pelouses devant la grille. Pour l'instant, tous les centres d'accueil sont saturés.

Les autorités italiennes évaluent à 6.357 le nombre de Mena ayant disparu depuis le début de l'année. Le chiffre est à relativiser car certains peuvent réintégrer le système en se réinscrivant dans une ville du nord sous un autre nom, mais il donne une idée de l'ampleur du phénomène et de la pauvreté du suivi.

« On estime que la moitié des enfants que nous voyons passer présentent une vulnérabilité spécifique : un problème de santé, psychologique, une situation d'exploitation ou un trouble de l'apprentissage - ce qui est un vrai problème dans un pays où ils ne maîtrisent pas la langue, détaille Valentina Aquilino. Mais il faut bien comprendre que TOUS sont très vulnérables. Ils sont sous la coupe des passeurs, qui ont tout

pouvoir sur eux. »

Exploitation, criminalité...

A l'origine, ces grandes villes n'étaient que des points de passage. Deux jours, maximum une semaine, le temps de récupérer un peu d'argent et de trouver les relais

pour la suite du voyage. Mais avec les contrôles accrus à la frontière, le passage est devenu beaucoup plus difficile, plus cher aussi. « Les jeunes restent maintenant plusieurs semaines, parfois des mois », relève Michele Proserpi de Save the Children.

Et l'enjeu, c'est l'argent.

Dans le meilleur des cas, la famille au pays ou un proche leur en envoie. Pour Yonas, c'est son frère. Mais à peine arrivé en Finlande, celui-ci n'a pas encore pu réunir toute la somme. Le garçon devra alors trouver une personne de confiance - un adulte qui a des papiers - pour aller récupérer l'argent transféré. Avec le risque qu'elle exige une commission... ou empoche le tout. « Et si la famille n'a pas les moyens, les enfants doivent se tourner vers le marché

informel, explique Marco Cappuccino le coordinateur du réseau Civico Zero, qui est aussi présent à Milan et Turin. *Selon l'urgence et le montant nécessaire ce sera du travail au noir pour une paie misérable, de la petite criminalité, la vente de drogue et, dans des cas plus rares, la prostitution.* » Pour les acteurs de terrain, c'est un travail délicat. Obtenir la confiance des jeunes demande du temps, de la délicatesse. Cela implique aussi

de maintenir une distance claire avec les institutions. « L'objectif de Civico Zero est d'opérer dans cette aire de risque. Apporter une réponse rapide à des besoins basiques : offrir un lieu sûr en journée, des informations juridiques sur leurs droits, un espace pour parler, des soins... Et seulement quand une situation apparaît critique, on alerte les services sociaux ou la police. » Depuis le début de l'année, le centre a vu passer plus de 1.200 enfants. Et on partage le même constat qu'ailleurs : les mineurs sont de plus en plus jeunes. ■

LORRAINE KIHL

ALPHA (GUINÉE CONAKRY) ET BAKARY (SÉNÉGAL)

Avant l'Europe, se tuer au travail en Libye

Bakary et Alpha ont traversé ensemble le 7 août depuis la Libye. Une petite embarcation pneumatique sur laquelle les passeurs avaient entassé 126 personnes. Ils racontent leur vie en Libye.

« Avec d'autres Sénégalais, on a été embarqués pour aller chercher de l'or dans le Sahara », raconte Bakary, 16 ans. Il avait 14 ans quand il a commencé à travailler en Libye. « Pendant trois mois on a creusé des trous de 25, 30 mètres dans le sable. On n'a rien trouvé. Après, j'ai continué à bosser comme journalier pour payer la traversée (815 euros). » Des boulots harassants de chantiers payés 4 à 10 euros la journée. 15 euros pour les plus physiques et les plus dangereux. La Libye, au quotidien, c'était la peur constante d'être battu, arrêté ou tué. « Il n'y a pas d'Etat là-bas, c'est que des terroristes. Même les enfants sont armés. »

« Peu après mon arrivée, ils m'ont attrapé et j'ai passé trois mois en prison, explique Alpha, 17 ans. Après j'ai recommencé à travailler un peu. Un soir, les Libyens ont attaqué le camp où je vivais avec d'autres travailleurs. Ils tiraient sur tout le monde... Je vivais avec deux amis, des frères. Ils sont morts. »

L.K.

TAHA (ÉGYPTE)

« Toute la Sicile le connaît »

Dans le centre d'accueil de San Giovanni, à Catane, c'est une pile électrique. Il tchatte, fait demi-tour, pique un appareil photo, embrasse un éducateur, se concentre sur ses clichés, pose une question, revient... Les éducateurs ont arrêté de lui courir après. « Taha ! » Depuis son arrivée en Sicile, à 13 ans, Taha a fait la tournée des centres d'accueil. A chaque fois, il s'est échappé. Sauf ici.

« L'arrivée en Italie a été très rude pour lui, raconte Glaoco La Martina, le directeur de la coopérative qui gère le centre. Il avait très peur. Une nuit, alors qu'il était dans un centre de premier accueil, il a filé pour piquer un petit bateau de secours. Il voulait rentrer en Egypte. Ce sont des pêcheurs qui l'ont retrouvé en mer, le lendemain. »

L'équipe de la Cooperativa Prospettiva est parvenue à retrouver la trace de son frère, mineur aussi mais plus âgé. Taha est parti le rejoindre... et ça s'est mal passé. Il s'est échappé et est rentré à Catane. « Mais on n'avait plus de place ici alors on l'a envoyé dans un autre centre. A chaque fois il tenait un, deux jours. Toute la Sicile le connaît à force, même la police ferroviaire. »

L.K.

YONAS (ERYTHRÉE)

« Je n'ai plus un dollar »

Yonas, 17 ans, a une phrase écrite sur l'avant-bras, des traits grossiers comme du feutre, mais non, c'est un tatouage : « I love you mam. » « J'avais 15 ans quand j'ai quitté la maison. Les premiers mois en Ethiopie, c'était horrible. Ma mère me manquait trop. J'ai voulu faire demi-tour, mais mes amis m'ont convaincu de continuer. C'est là qu'ils m'ont fait ce tatouage. »

Ses trois sœurs et sa mère sont restées en Erythrée. Son père est mobilisé pour son service militaire... depuis 1998. Lui reste présent sur sa main un symbole tatoué qui représente la première lettre de trois prénoms : le sien et ceux de son père et de son meilleur ami.

« Maintenant que je suis plus âgé, je me sens plus fort, alors ça va mieux. Je veux pouvoir aider ma famille et vite. » Le voyage a coûté une fortune à sa famille et à sa communauté : 1.600 dollars pour atteindre le Soudan, puis 1.600 de nouveau pour aller en Libye et 2.200 pour l'Italie. « Je n'ai plus un dollar. »

L.K.

KARAMO (GAMBIE)

Karamo a 18 ans. Cela fait plus de trois ans qu'il est en Italie, il a eu le temps de s'intégrer. Des amitiés ? Il réfléchit un peu. « *Quand je me sens triste, je vais voir ces garçons en ville. Ils ont fréquenté le centre aussi mais sont un peu plus âgés que moi et vivent dehors maintenant. Ils viennent de Gambie aussi. Alors je leur demande de me parler de mon pays. J'avais 8 ou 9 ans quand je suis parti - d'abord au Sénégal puis*

dans les pays alentour. J'ai des souvenirs, mais c'est très incertain. Quand je les écoute parler de la Gambie, c'est comme si je retrouvais un peu qui je suis. » D'ici à la fin de l'année, Karamo devrait être diplômé de l'école nautique de Catane - c'est le meilleur de sa classe. Il pourra travailler comme mécanicien sur les bateaux. « *J'ai toujours voulu être marin, voyager. Surtout voyager en fait. On apprend, au moins autant qu'à l'école. Je crois que ça me plairait. »*

L.K.

exploitation « 12 h de travail sans pause pour 30 euros »

Si l'inquiétude grandit autour des mineurs non accompagnés en Italie, c'est que les chiffres impressionnent. Le nombre d'arrivées dépasse déjà largement le total de 2015. La proportion des Menâ parmi les migrants a presque doublé en un an, passant de 8 à 15 %.

Anomalie dans l'anomalie : les Egyptiens. En 2015, les deux tiers des migrants égyptiens étaient des mineurs non accompagnés. Les acteurs de terrain dénoncent un vaste réseau d'exploitation des enfants comme main-d'œuvre bon marché.

« *Les mineurs égyptiens sortent du système pour mieux y entrer : ils quittent leur centre, remontent vers Rome, Turin, là où des communautés sont implantées, puis se signalent à la police et intègrent un nouveau centre d'accueil* », raconte Michele Properi, de Save the Children. Comme Amr, 18 ans aujourd'hui, installé depuis un an à Rome. Pour son avenir, il rêve d'un travail « tranquille ». Tranquille ? « *J'ai travaillé un moment dans un car wash. Douze heures de travail en plein soleil et*

sans pause, pour 30 euros. C'était horrible. » Selon les éducateurs de Civico Zero, le centre de jour qu'il fréquente, il s'en sort bien. Sur les marchés, aussi tenus par des Egyptiens, la paie à la journée ne dépasse pas les 10 euros pour les mineurs.

L'opération est bien rodée, explique Marco Cappuccino, le coordinateur du réseau Civico Zero. « *Avant, les familles se séparaient de quelque chose d'important pour réunir la somme permettant le passage de leur enfant. Mais maintenant, de plus en plus, elles s'endettent directement auprès des passeurs. »* Le contrat implique que le remboursement commence à partir du moment où l'enfant se signale comme sain et sauf en Italie. « *Les passeurs font alors pression sur la famille pour récupérer leur dû. C'est pour cela que les mineurs sont si désespérés de travailler. Or, c'est complètement incompatible avec le système. »*

Selon l'Organisation internationale des migrations (OIM), 15 % des mineurs égyptiens arrivés en Italie en 2015 avaient déjà un « travail » qui les attendait avant même de débarquer.

« *Ils vont maintenant chercher directement les enfants en Sicile quand une place se libère ici* », se désole David, un travailleur social de Turin. Depuis deux ans, il assiste impuissant à l'exploitation des enfants dans les marchés, les « kebabs » et même l'industrie. « *Et quand ils deviennent majeurs et ont besoin d'un contrat de travail pour rester en Italie, pas de souci, mais il faut payer. »*

« *Des mineurs égyptiens commencent à apparaître dans des condamnations pour trafic de drogue*, relève un éducateur de rue de Turin. *Ça peut être un indicateur qu'ils arrivent aussi sur ce marché. »*

Pour les associations, comme pour les autorités, il est extrêmement difficile de répondre au phénomène. D'abord parce que même si les jeunes se confient, personne n'est prêt à prendre le risque de dénoncer, ensuite parce que le système d'accueil et d'intégration n'est pas pensé pour répondre au problème de l'endettement des jeunes et de leur famille (une traversée depuis l'Égypte coûte entre 3.000 et 5.000 dollars, selon l'OIM). Et tout geste en ce sens risque d'encourager les passeurs. ■

L.K.

« Il faut désigner un ministre à la simplification »

Johan Leman

Johan Leman est anthropologue. Professeur émérite à la KU Leuven, il a également été chef de cabinet de la

commissaire royale à l'Immigration, Paula D'Hondt, et directeur du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Il est actuellement président du centre d'intégration Le Foyer, à Molenbeek.

Bruelles mériterait d'être simplifié. Ce constat, John Leman le pose notamment du haut de son expérience de président du centre d'intégration Le Foyer à Molenbeek. Trop souvent, l'ASBL bruxelloise doit faire des allers-retours entre les administrations francophone et flamande. Une perte de temps qui justifierait selon lui qu'un ministre à la simplification soit désigné pour s'attaquer à un problème auquel doivent être confrontés beaucoup de travailleurs de terrain. Préalable important selon lui : les modifications qu'il appelle ne doivent pas remettre en question la logique bilingue propre à Bruxelles.

Simplifier Bruxelles, qu'est-ce que cela sous-entend pour vous ?

Bruxelles souffre d'une bureaucratie assez lourde. Bien sûr, il y a derrière cette évolution tout un historique. Dans une large mesure, le système actuel a été voulu pour garantir une paix communautaire entre Flamands et francophones. Mais depuis son instauration, les administrations ont gonflé de part et d'autre, ont pris de l'ampleur jusqu'à aboutir à des fonctionnements parfois immobilisants. N'est-ce pas le moment de dire qu'on ne veut pas d'un fonctionnement institutionnel trop lourd, qu'il y a un intérêt à

mieux se connaître, à collaborer, à travailler sur les mêmes dossiers ? Aujourd'hui, les personnes qui travaillent sur le terrain ont parfois au-dessus d'elles un nombre excessif de responsables. Une institution, une fois qu'elle existe, veut croître, c'est légitime. Mais il faut veiller à un certain équilibre tout de même tout en respectant les raisons qui ont poussé au schéma institutionnel actuel.

Pour rendre ce que vous dites plus concret, pouvez-vous donner un exemple de lourdeurs que vous avez constatées ?

Par exemple, si on désire travailler à Bruxelles sur la prévention de la radicalisation, on va réfléchir au nombre d'agents contractuels subventionnés qu'il faut pour le faire. Autant pour les francophones, autant pour les Flamands. Avec ensuite deux niveaux d'inspections. Partout ailleurs en Belgique, il y a une administration mais à Bruxelles, il y en a deux. Je vais vous donner un autre exemple. Au sein de l'ASBL Le Foyer, on a monté un projet dont l'objectif était de favoriser la scolarisation des Roms. Pour trouver des subsides, on est allé voir du côté de l'administration flamande, qui nous a dit que ce n'était pas un problème typi-

quement flamand. Côté francophone, on nous a renvoyés avec le même genre de remarque. Restait donc le bilingue... Autrement dit, tout peut prendre beaucoup plus de temps à Bruxelles qu'ailleurs, en Belgique.

Que préconisez-vous pour parvenir à cette simplification ?

Je crois qu'il faudrait un ministre qui travaille à cela, qui aurait donc comme compétence de veiller à tout simplifier en n'ajoutant aucune nouvelle structure et en veillant à respecter la logique institutionnelle qui a prévalu à ce système. Je crois que ce n'est pas forcément une mission simple, cela demande notamment de bien connaître les dossiers.

Est-ce que derrière cet objectif de simplification, il est question aussi d'économies à réaliser ?

Les économies, ce seraient les heures économisées de part et d'autre. Les administrations flamande et francophone travaillent trop souvent de leurs côtés respectifs sans même savoir ce qui se fait de l'autre côté. Davantage de contacts, d'échanges conduiraient à un meilleur fonctionnement. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET